

*Initiatives ministérielles*

Si cette observation du ministre de l'Expansion industrielle régionale est typique de l'attitude du gouvernement face au développement du Nord, cette région est alors placée dans une situation précaire.

Pour la gouverne de ceux qui ne le savent pas déjà, je voudrais préciser que le mandat du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien est bien loin de s'arrêter au développement économique. Il renferme des responsabilités politiques et sociales. En aucune façon le budget de développement économique de ce ministère ne peut être comparé au programme de diversification de l'économie de l'Ouest.

En effet, on consacre cette année 287 millions de dollars à la diversification de l'économie de l'Ouest. En comparaison, la portion du programme du Nord canadien consacrée au développement économique s'élève cette année à 73 millions de dollars.

Il est vrai que le gouvernement territorial reçoit des crédits sous la forme de paiements de transfert de la part du gouvernement fédéral. Cette année, les Territoires du Nord-Ouest et le Yukon toucheront 822,2 millions de dollars et 227,1 millions de dollars respectivement sous cette forme. Mais ces paiements de transfert fédéraux sont également destinés à toutes les provinces. Les administrations du Nord ne reçoivent rien de plus que les autres. En fait, je crois savoir qu'elles reçoivent moins qu'elles ne devraient.

J'aimerais que le gouvernement songe sérieusement à créer un bureau de développement du Nord. Les Territoires du Nord-Ouest comprennent une superficie de 3,3 millions de kilomètres carrés et occupent à peu près le tiers de toutes les terres émergées du Canada. Du fait de leur emplacement, ils subissent de graves contraintes économiques, notamment l'éloignement considérable des principaux marchés nord-américains, les hivers prolongés, ainsi que le coût élevé des services publics et des produits. En général, la population, à la fois faible et disséminée, pourrait avoir un niveau d'instruction plus élevé. Cependant, nous possédons des ressources en abondance et des gens pleins d'énergie, d'idées et de détermination. Ce dont nous avons besoin, c'est un encouragement et un appui accrus du gouvernement.

Le règlement des revendications territoriales, outre qu'il favorise la stabilité économique, fournira aux autochtones, aux Inuit et aux Métis du Nord les ressources dont ils ont besoin pour devenir des partenaires à part entière dans les économies du Nord et de l'ensemble du Canada. Édifier l'économie du Nord nécessite des enga-

gements et des investissements. Le Nord doit être en mesure de contrôler ses ressources et l'exploitation de ces ressources. Ce dont nous avons besoin du gouvernement fédéral, ce sont les outils et le pouvoir pour mener cette tâche à bonne fin.

Avant de terminer, je tiens également à dire un mot du développement économique autochtone qui est, selon le gouvernement, un élément important du ministère de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie. Le programme de développement économique des autochtones fut créé en 1981 par le gouvernement libéral précédent. Ce programme, d'une durée de quatre ans, disposait d'un budget de 345 millions de dollars. Au cours de la dernière législature, le gouvernement conservateur a reconduit ce programme d'une autre année. Ce programme a expiré à la fin mars, mais les demandes déjà reçues seront étudiées jusqu'à la fin juillet.

Les peuples autochtones se demandent quel programme le gouvernement va mettre en place pour remplacer le programme de développement économique des autochtones. Il semble, à en juger d'après les propos que le ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie (M. Andre) a tenus la semaine dernière, que le gouvernement entend annoncer sous peu un nouveau programme, soit le programme canadien de développement économique des autochtones. Il semble de prime abord que le nouveau programme sera un amalgame des programmes de développement économique des autochtones d'un certain nombre de ministères, notamment celui des Affaires indiennes et du Nord canadien, de l'Emploi et d'autres programmes comme l'ARDA spécial.

Les peuples autochtones souhaitent ardemment savoir si le nouveau programme sera suffisant pour répondre aux besoins économiques qui existent parmi les peuples et les localités autochtones. Le gouvernement sait que la situation économique des peuples autochtones est la pire de tout le pays. Plus de la moitié des autochtones ont moins de 25 ans. Ces jeunes ont besoin d'emplois et de perspectives économiques.

Tant dans son discours du Trône que dans différents communiqués, le gouvernement a fait savoir qu'il entendait favoriser le développement économique des autochtones et qu'il allait s'efforcer de parvenir à ce but notamment en rassemblant différents programmes qui existent déjà. Cependant, cela ne règle pas le problème du financement dont ont besoin les très nombreux autochtones partout au Canada. L'ennui c'est que le gouvernement